



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-031

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence professionnelle
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion,
entretien parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage***

Année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle,
- Vu l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Economie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de faculté d'Administration et Communication en date du 20 février 2018,
- Vu la convention de partenariat entre l'Université Toulouse 1 Capitole et l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Toulouse-Auzeville, adoptée en CA en date du 06 octobre 2015

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence professionnelle
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien,
parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage sont fixées comme suit,***

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 La licence professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien, parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage, est une formation universitaire conçue dans un objectif d'insertion professionnelle, permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences permettant d'adhérer à la stratégie de l'entreprise et de représenter celle-ci, de gérer un chantier dans ses dimensions techniques et humaines, mais aussi dans son aptitude à maîtriser les coûts dans un souci de rentabilité, d'entretenir et de développer une relation commerciale avec la clientèle et de répondre aux appels d'offre publics par une connaissance de base des procédures publiques.

ARTICLE 2. Condition d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Licence professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Management des organisations, parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage, les étudiants ayant validé 120 ECTS au titre des deux premières années de licence ou de tout autre diplôme – DUT, BTS, DEUST – du secteur paysager ou du secteur tertiaire, ainsi que, au titre de la formation continue, les personnes titulaires du bac ou d'un niveau bac+2 ayant acquis des compétences reconnues au cours d'une expérience professionnelle d'au moins trois années au sein d'une entreprise ou d'un organisme du secteur du paysage, ou d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en licence professionnelle est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission est subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée sur décision du jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 1^{ère} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien, parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - La licence professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien, parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage, est

organisée sur deux semestres. Cette année de formation est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre, 2 unités d'enseignement, totalisant respectivement 40 crédits et 20 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Module vie professionnelle et stage

7.1 - La formation comprend un stage en entreprise et un projet tuteuré donnant lieu à des évaluations distinctes selon les modalités précisées en annexe.

7.2 - La répartition dans les groupes de projet tuteuré (4 à 6 étudiants) est arrêtée sur décision du responsable de la formation. Le suivi de chaque projet tuteuré se déroule sous la responsabilité d'un enseignant qui en assure le tuteur. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation finale qui est arrêtée lors de la présentation et de la soutenance du travail de groupe réalisé.

7.3 - La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.
Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi, à l'issue du semestre 6, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 6 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 5 et une session unique pour le semestre 6 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées de la façon suivante:

Semestre 5 :

UE1 :

- contrôle continu portant sur la matière « informatique »
- deux épreuves écrites d'une heure portant respectivement sur les matières « Droit des sociétés » et « Gestion de crise »
- trois épreuves écrites de deux heures portant respectivement sur les matières « Fonction adaptation / Introduction au droit », « Gestion comptable et financière » et « Gestion analytique et gestion stratégique ».
- la matière « Fonction adaptation, étude de cas » n'est pas évaluée.

UE2 :

- contrôle continu portant sur la matière « langue étrangère », la matière « Fonction adaptation » n'est pas évaluée
- trois épreuves écrites d'une heure portant respectivement sur les matières « Relation clients », « Relation fournisseurs » et « Contraintes professionnelles »

- trois épreuves écrites de deux heures portant respectivement sur les matières « Contraintes économiques et réglementaires », « Relations humaines » et « Droit du travail ».

Semestre 6 :

UE3 : un écrit récapitulatif du travail effectué en groupe soutenu devant un jury constitué du tuteur pédagogique et du professionnel porteur du projet.

UE4 : rédaction d'un mémoire soutenu devant un jury composé d'un enseignant de la formation et d'un professionnel du secteur concerné par la licence professionnelle.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de cours correspondant aux matières concernées. La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours concerné.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Dans le cas où un étudiant ne serait pas déclaré admis à la session 1, seules les UE3 et UE4 ne donnent pas lieu à une session de rattrapage.

10.2 - L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session 2 uniquement, pour les UE non validées du semestre 5, les notes des épreuves où il a obtenu une note supérieure ou égale à la moyenne ainsi que les notes obtenues lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 - En cas d'UE non validée, si la moyenne de celle-ci est au moins égale à 8 sur 20, elle pourra être conservée à la demande du candidat.

10.4 - Dans l'hypothèse où il n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continu ou à l'ensemble de celles-ci s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la session 2, d'une interrogation orale avec l'enseignant responsable de la matière soumise à contrôle continu.

ARTICLE 11. Bonifications

11.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités d'enseignement et des semestres

12.1 - A l'intérieur de chaque Unité d'Enseignement, la compensation entre les éléments pédagogiques s'effectue sans note éliminatoire.

Chaque UE est validée individuellement et capitalisée avec acquisition des crédits (ECTS) correspondants dès lors que le candidat y obtient la moyenne.

Les UE où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation lorsque le candidat est admis au diplôme.

12.2 - Pour être déclaré admis à la Licence Professionnelle Droit, Économie, Gestion, mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien, parcours type Administration et gestion des entreprises du paysage, le candidat doit obtenir à la fois une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 sur l'ensemble de la formation, y compris les UE3 et UE4, et une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué par les UE3 et UE4.

ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

14.1 - Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de licence donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

14.2 - La moyenne au diplôme et la mention qui en découle sont calculées uniquement à partir des notes des semestres constituant l'année de formation de la licence professionnelle. Les semestres des deux premières années de licence ne sont pas pris en compte.

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire



PJ :annexes

Annexe 1 Licence Professionnelle Droit, Economie, Gestion mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien parcours-type Administration et gestion des entreprises du paysage année 2018-2019

Semestre 5	Enseignements	Statut	Crédits	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Gestion	Obligatoires	20	210			400
	Informatique			28	Contrôle continu	72	
	Fonction adaptation/Introduction au Droit			21	Epreuve écrite 2 heures	36	
	Fonction adaptation Étude de cas			35	Non évalué		
	Gestion comptable et financière			56	Epreuve écrite 2 heures	110	
	Gestion analytique et gestion stratégique			35	Epreuve écrite 2 heures	110	
	Droit des sociétés			21	Epreuve écrite 1 heure	36	
	Gestion de crise			14	Epreuve écrite 1 heure	36	
	UE2			Maitrise du secteur et management	Obligatoires	20	
Fonction adaptation		28	Non évalué				
Langue étrangère		21	Contrôle continu	40			
Relation clients		28	Epreuve écrite 1 heure	40			
Relation fournisseurs		10,5	Epreuve écrite 1 heure	40			
Contraintes économiques et réglementaires		45,5	Epreuve écrite 2 heures	120			
Contraintes professionnelles		28	Epreuve écrite 1 heure	40			
Relations humaines		49	Epreuve écrite 2 heures	80			
Droit du travail		28	Epreuve écrite 2 heures	40			
Bonification							
Total semestre 5			40	448		800	

Annexe 1 Licence Professionnelle Droit, Economie, Gestion mention Aménagement paysager : conception, gestion, entretien parcours-type Administration et gestion des entreprises du paysage année 2018-2019

Semestre 6	Enseignements	Statut	Crédits	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points TD	Total Points Enseignement
UE3	Projet tuteuré	Obligatoire	10	126	Rapport et entretien devant jury		200
UE4	Stage	Obligatoire	10	14 semaines	Mémoire et soutenance devant jury		200
Bonification						3.33% du total des points du semestre	
Total semestre 6			20	126			400
Total Année			60	574			1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Module vie professionnelle



ANNEXE AUX ARRETES DE MODALITES DE CONTROLE DE CONNAISSANCE DE LICENCE

MODULE VIE PROFESSIONNELLE

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants et de valoriser l'engagement étudiant.

Pour prétendre aux points de bonification en Licence 3, l'étudiant doit valider ce module dans les conditions indiquées ci-dessous :

« Engagement social et citoyen »:

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne au cours du 1^{er} semestre de l'année universitaire selon le calendrier établi par le SUIO-IP.

Ils ont donc jusqu'à la fin de la L3 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.